

Claudio Gramizzi, du GRIP : pour un contrôle des armes



Claudio Gramizzi a 30 ans. Né au Brésil d'une famille italienne, ce physicien de formation a touché au cinéma en Italie avant de se diriger vers l'enseignement... en Côte d'Ivoire. C'est dans ce pays que cet autodidacte, depuis toujours interpellé par l'actualité, s'est intéressé aux questions de sécurité : « J'ai vécu des événements qui m'ont fait connaître de près la problématique des armes : je me suis retrouvé deux fois avec un pistolet pointé sur la tempe, on m'a proposé des kalachnikov quand j'allais faire mes courses au marché... c'est pour ça que j'ai décidé de m'investir là-dedans et, par un concours de circonstances, le GRIP¹ cherchait justement quelqu'un ».

Pour Claudio Gramizzi, le GRIP, où il travaille depuis 4 ans, est un centre de réflexion qui a pour vocation d'aider à la décision politique et ce, grâce à un travail de recherche rigoureux et à un dialogue continu avec le milieu politique.

Le GRIP est, entre autres, reconnu pour son expertise sur la question des armes légères et de petit calibre. « Il s'agit d'un thème très technique difficile à résumer en un slogan. Il n'existe d'ailleurs pas une seule définition des armes légères et de petit calibre². Nous ne prônons pas l'interdiction complète des armes (qui ont d'ailleurs une reconnaissance sur le plan du droit international) mais avons pour objectif l'établissement de règles pour un contrôle international qui empêche leur prolifération ».

Cette tâche est urgente vu les conséquences de l'utilisation des armes légères et de petit calibre : selon le Secrétaire général des Nations Unies, le nombre de décès annuels est de plus de 300 000. « Et on ne parle ici que des décès », ajoute Claudio Gramizzi. « Le PNUD estime³ qu'au Salvador, les soins de santé liés aux blessures par armes à feu coûtent près de 10% du produit intérieur brut. Alors que beaucoup d'Etats refusent de payer pour une politique internationale de contrôle des armes légères, on se rend compte que ne rien faire coûte plus d'argent. Est-ce que cela ne vaut pas la peine de dépenser de manière préventive au lieu de faire des dépenses sociales énormes afin de réparer les dégâts ? »

Dans nos pays européens, si le problème se situe plus au niveau de la production et de l'exportation, il y a aussi un impact direct sur nos sociétés. En Belgique, on estime que, chaque année, il y a entre 350 et 400 morts par armes à feu.

Le 11 mai 2006 à Anvers, un homme de 18 ans achetait une arme sur simple présentation de sa carte d'identité. La même journée il blessait gravement une femme turque et tuait une femme malienne ainsi que la petite fille qu'elle gardait. Cet événement ainsi que le tapage médiatique qui s'en est suivi ont accéléré une réflexion politique déjà en cours. Le 18 mai 2006, une nouvelle loi sur la détention et le commerce des armes a été adoptée.

Cette loi donne un message politique très important car la Belgique passe ainsi d'un système de vente libre à un système d'interdiction. « Maintenant, on vit dans un pays où le port d'armes est interdit », dit Claudio Gramizzi qui met également en avant la possibilité que donne cette loi d'avoir un système d'identification

et d'enregistrement des armes plus efficace. Un petit bémol... « si cette loi peut réellement améliorer les choses, je crains qu'avec la chute de l'attention publique il y ait moins de suivi, or cette loi ne sera effective qu'avec l'adoption d'arrêtés d'application ».

Au niveau international, l'enjeu se situe également dans la mise en œuvre des décisions prises ultérieurement. C'était d'ailleurs l'objet de la Conférence d'évaluation du Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères et de petit calibre qui a eu lieu à New York du 26 juin au 7 juillet de cette année.

En juillet 2001, les Etats membres des Nations Unies s'engageaient politiquement à **prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères** et ce à un niveau national, régional et international. Cinq ans plus tard, ce programme n'est toujours pas effectif et la Conférence de cette année, qui était destinée à en assurer un suivi, s'est clôturée sans aboutir à un document final. Pourquoi ? « Le système lui-même est l'une des raisons », explique Claudio Gramizzi, « le besoin d'un consensus de tous les Etats membres rend difficile la prise de décision. De plus, depuis le 11 septembre 2001, le climat politique international a évolué... la notion de sécurité nationale a été renforcée aux dépens de celle de sécurité humaine. Le fait que la Conférence de révision n'ait pas remis en discussion le programme d'action de 2001 est presque une réussite en soi ! ». Il n'en reste pas moins que le résultat de la Conférence est décevant. « Il s'agissait d'une opportunité importante pour faire rebondir le processus... et cette opportunité n'a pas été saisie ».

Pour les années à venir, l'enjeu reste donc la mise en œuvre du programme d'action accordé par les Etats en 2001. Claudio Gramizzi met en avant certaines questions prioritaires : la régulation du courtage des armes légères (rôle des intermédiaires qui organisent et facilitent les transferts d'armes), l'introduction des munitions dans le débat (jusqu'à maintenant, les munitions ne sont pas considérées comme des armes) et l'application des normes concernant le marquage et le traçage des armes.

Enfin, la possession d'armes par les populations civiles ne pourra diminuer que si la violence armée est combattue et donc les populations éduquées. D'où l'importance de continuer un travail de conscientisation sur la question des armes légères et de petit calibre.

Propos recueillis par Axelle Fischer

Pour en savoir plus :

Groupe de Recherche sur la Paix et la Sécurité (GRIP) :
www.grip.org
International Action Network on Small Arms (IANSA) :
www.iansa.org

¹ Groupe de Recherche et d'Information sur la Paix et la sécurité.

² Le Rapport du groupe d'experts gouvernementaux sur les armes de petit calibre (Nations unies, 1997) définit les armes légères et de petit calibre comme suit :

Armes de petit calibre: revolvers et pistolets à chargement automatique, fusils et carabines, fusils d'assaut, pistolets-mitrailleurs et mitrailleuses légères.

Armes légères: mitrailleuses lourdes, lance-grenades portatifs amovibles et montés, canons antichars et antiaériens portatifs, fusils sans recul, lance-missiles antichars et antiaériens portatifs et mortiers d'un calibre inférieur à 100 mm.

³ 2003.